

hodierna
missio
societatis
jesu
est
fidei
servitium
cui

promotio justitiae

ut
exigentia
absoluta
pertinent

exchanges * échanges * intercambios

No. 6
Mars 1978

- (1) ECHANGES : FAISONS LE POINT p. 2
 - (1) PJ après un an d'existence
 - (2) A propos de PJ

- (2) ECHANGES : PJ 4 et PJ 5 p. 6
 - (1) PJ 4: Présupposés Chrétiens-Marxistes
 - (2) PJ 5: Entre la Théorie et la Pratique

- (3) ARTICLE : LA PROMOTION DE LA JUSTICE APRES LA 32e CG. p. 15
 - (1) Déplacements hors des Institutions
 - (2) Solidarité avec les Pauvres
 - (3) Changements des Structures
 - (4) Les Droits de l'Homme
 - (5) Engagement politique
 - (6) Confrontation
 - (7) Coopération
 - (8) Recherches

- (4) NOUVELLES p. 23

Visages nouveaux : Mêmes espérances - Mêmes visages :
Espérances nouvelles - La Sécurité Nationale en action -
Anglo-Irish Concern - CEDID/FOMAPY - Silveira House -
Ibrades prend la route - Les Droits de l'Homme - Prêtres
ouvriers en Italie.

- (5) PUBLICATIONS p. 34

Besoins Essentiels
Autres publications

FAISONS LE POINT

Notre rubrique "A propos de PJ" est normalement repoussée à un endroit plus modeste. Mais c'est avec elle que nous commençons ce premier numéro de PJ pour l'année 1978. Notre bulletin entrant dans sa seconde année, il nous semble bon, en effet, de prendre un peu de recul et de faire le point. Qu'avons-nous réussi à faire? Répondons-nous à un besoin réel ou avons-nous inutilement augmenté la masse des papiers reçus par chacun? Pour aider nos lecteurs à tirer eux-mêmes leurs conclusions - que, nous l'espérons, ils nous communiqueront -, nous proposons quelques statistiques. Mais avant de jeter un regard en arrière, nous aimerions nous excuser pour la publication tardive de PJ 6. Selon l'expression consacrée, elle est due à "des circonstances indépendantes de notre volonté". Nous espérons que cela ne retardera pas la publication des numéros suivants, le prochain devant paraître en mai.

(1) PJ APRES UN AN D'EXISTENCE(a) Taux de participation et d'échanges

- Dès le premier numéro de PJ et à plusieurs reprises ensuite, nous avons dit et répété que sa principale raison d'être était de promouvoir un échange d'idées et d'expériences entre jésuites travaillant dans l'apostolat social. Au terme d'une année d'existence, une question s'impose: dans quelle mesure ce but a-t-il été atteint? quels échanges ont eu lieu?

Nous ne pouvons donner, de la Curie, qu'une réponse partielle: nous ne connaissons que les réactions parvenues jusqu'à nous. Nous espérons que PJ a provoqué des discussions à l'échelon local; nous avons quelques indications dans ce sens, bien que nous devions probablement renoncer à savoir grand chose en ce domaine. Nous avons aussi essayé de mettre en contact les uns avec les autres quelques uns de ceux qui avaient écrit à PJ quand il nous a semblé que cela pourrait être de quelque utilité. En ce domaine encore nous ne saurons probablement pas ce qui en est résulté. Quoi qu'il en soit, nous gardons ici un dossier complet de toutes les réactions qui nous sont parvenues à la suite des cinq premiers numéros de PJ. Nous faisons part de tout ceci à nos lecteurs en formant le souhait que cela les encouragera à poursuivre leurs réflexions et à nous en faire part en toute liberté.

- Une indication importante des réactions qui nous sont arrivées est fourni par le contenu même de PJ. Si l'on ne tient pas compte des sections consacrées aux Nouvelles et aux Publications, les répon-

ses et contributions diverses de nos lecteurs constituent la moitié du second numéro et la totalité du troisième et du quatrième numéros. Et une grande partie des Nouvelles repose sur des lettres ou des informations qui nous ont été envoyées. Le cinquième numéro était entièrement consacré à un sujet précis; mais il peut cependant être considéré en grande partie comme entrant dans nos échanges puisque Mgr Claver nous a personnellement transmis ces articles. Quant à l'actuel numéro, il donne les résumés de quatre importantes réactions à PJ 4 et à PJ 5; et nous avons encore du matériel en réserve. Nous ne sommes donc pas en peine, pour l'instant, de matière à publier.

(b) Origine des échanges

- Mais combien y a-t-il eu d'échanges et d'où viennent-ils? Au 15 février 1978, nous avons reçu 221 réactions écrites de jésuites. Comme il a déjà été dit, quelques-unes consistent seulement à demander à être mis sur la liste des abonnés, - ce qui est tout de même une indication de l'intérêt porté à PJ. Mais beaucoup sont des contributions originales aux échanges que nous essayons d'instaurer. Les lettres sont arrivées de 46 pays, où vivent et travaillent 25, 196 jésuites (soit 89,9%). Nous n'avons donc reçu aucune réaction de 61 autres pays où ne vivent, il est vrai, que 2, 824 jésuites (soit 10,1%). Sur ceux-ci, près de la moitié (1,403) vivent dans 13 pays contrôlés par des régimes communistes ou marxistes, où il est donc difficile d'établir des contacts. Près de la moitié des réactions reçues ici (108) proviennent de 5 pays dans lesquels vivent et travaillent 45,5% de tous les jésuites: ce sont l'INDE (29), les USA (25), l'ESPAGNE (19), les PHILIPPINES (18) et le MEXIQUE (17). Sept autres pays nous ont écrit 5 fois ou plus (GRANDE-BRETAGNE, ARGENTINE, BRÉSIL, COLOMBIE, AUSTRALIE, BELGIQUE et MADAGASCAR). Les 34 autres pays nous ont écrit 4 fois ou moins de 4 fois.

- Mais peut-être le tableau ci-dessous, répartissant les réponses par régions, est-il encore plus significatif:

<u>Région</u>	<u>Nbre de lettres</u>	<u>% des lettres</u>	<u>% des SJ</u>
1) Asie	68	30,8	16,9
2) Amérique Latine	60	27,1	14,2
3) Europe	48	21,7	39,0
4) USA et Canada	28	12,7	24,4
5) Afrique	12	5,4	4,4
6) Océanie	5	2,3	1,2

Pays du "Tiers-Monde"	136	61,5	34,3
Autres pays	85	38,5	65,7

- Ce tableau fait clairement apparaître que les jésuites vivant et travaillant dans les pays du Tiers-Monde réagissent à PJ quatre fois plus que ceux vivant dans des pays hors du Tiers-Monde. Peut-on ou doit-on en tirer des conclusions? Nous n'en sommes pas sûrs, mais nous aimerions avoir vos suggestions ou vos commentaires. Ceci doit-il nous préoccuper ou nous rassurer? Faut-il essayer de redresser ce déséquilibre ou laisser les choses en l'état?

(2) A PROPOS DE PJ

a) Points soulignés par quelques lettres

- Sur les 221 "réactions" dont nous avons parlé, 63 sont nouvelles étant arrivées après la publication de PJ 4. Il est très encourageant de remarquer non seulement une très large diffusion géographique (du MATTO GROSSO au BRESIL à la PAPOUASIE en NOUVELLE-GUINEE), mais aussi un contact grandissant avec les jésuites engagés dans un travail pour la justice au niveau de la base.
- Voici quelques-uns des commentaires reçus: "Je trouve que c'est une source très stimulante de contacts avec les idées de jésuites travaillant dans le monde entier. Il pourrait être aussi un instrument très appréciable pour un travail de conscientisation si nécessaire et si urgent dans ce pays et dans cette Province" (G. - B.). "Je viens de lire le numéro d'octobre, sans en passer une seule ligne. Voilà un genre de lecture qui vous réveille et vous donne du courage. Cela nourrit abondamment la réflexion et donne matière à discussion en petits groupes" (INDE). "PJ est le bienvenu. Le no. 4 est le premier exemplaire à tomber dans mes mains. Très inspirant. Ne prenez pas parti: restez un forum ouvert à toutes les idées et à toutes les expériences" (TAIWAN).
- En particulier, un lecteur a trouvé que Chrétiens pour le Socialisme (PJ 4) était utile, non seulement à cause de ce qui y était dit, mais aussi comme exemple de l'attitude constructive que l'on doit adopter face à ce mouvement ou à d'autres semblables (BRESIL). Un autre lecteur a loué les "beaux efforts faits pour aller jusqu'au bout d'une réflexion sur les rapports entre foi et sciences sociales" (PHILIPPINES). Mais ce commentaire doit être contrebalancé par un autre: "J'ai trouvé intéressant le dernier numéro de PJ; j'ai pourtant peur que vous ne couriez le risque - typiquement jésuite - d'être trop intellectuels" (INDE).

b) Distribution

- Il y a maintenant 26 Provinces, Vice-Provinces et Régions qui

ont accepté de recevoir les exemplaires de PJ en paquets et de faire elles-mêmes l'envoi aux destinataires. Cela correspond à 463 exemplaires sur les 1,000 que nous expédions: c'est donc pour nous une grande économie de temps et aussi de frais de Postes (ceux-ci se sont élevés l'an dernier à 1,000,000 de Lires, soit près de 5,500 Frs. Fr.). Aussi renouvelons-nous volontiers notre invitation aux autres Provinces de nous aider de cette manière.

- La question de donner PJ à des non-jésuites continue à nous être posée. En plus des 221 "réactions" jésuites dont nous avons parlé, nous en avons aussi reçu 17 de non-jésuites émanant de 12 pays différents. Cela ne signifie pas que nous avons renoncé à la ligne de conduite précisée dans PJ 3 (p. 49): nous n'envoyons notre bolletin à des non-jésuites qu'à titre personnel et sans en autoriser la reproduction ou la mise à la disposition du public. Cette décision n'est pas cependant sans nous peiner lorsque nous recevons des lettres comme celle que nous a envoyée une bibliothèque catholique de Malaisie: "Certains de nos lecteurs ont été très intéressés par votre publication... Il est difficile de trouver de bonnes publications; aussi sommes-nous désolés de ne pas pouvoir utiliser PJ".

c) Prochains numéros

- Parmi les requêtes et suggestions concernant les prochains numéros nous avons reçu celles-ci d'un jeune jésuite se préoccupant de la signification du Décret 4 pour ceux qui vivent dans les pays riches: "Il serait particulièrement intéressant d'avoir les réponses de jésuites du Tiers-Monde aux questions que nous nous posons ici. Seraient-ils d'accord pour dire que les jésuites européens feraient mieux de rester dans leur pays pour y lutter contre des injustices flagrantes plutôt que de se porter volontaires pour aller travailler dans des situations si différentes des leurs? Ou bien serait-ce pour nous une aide véritable nous permettant de mieux saisir tout ce qui est en jeu que de partager le travail et le style de vie - même pour peu de temps - de ceux dont nous avons certainement beaucoup à apprendre? Quelle sorte d'activité nous convient, à nous jésuites?" (G. -B.). PJ recevrait avec reconnaissance toute réaction de nos lecteurs du Tiers-Monde à des questions si importantes.

- Nous avons reçu deux autres requêtes du BRESIL: "Il est deux thèmes que j'aimerais voir traiter: communautés chrétiennes de base et recherche et action - des exemples concrets de coordination entre recherche sociale et action". Notre correspondant souligne qu'il est à la recherche de modèles existants, de choses effectivement faites. L'un de nos lecteurs pourrait-il lui rendre le service demandé?

- Que signifie réellement une "solidarité avec les pauvres"? Qu'implique-t-elle? Qu'exige-t-elle? C'est là un thème que nous espérons reprendre dans le prochain numéro de PJ.

. * . * . * . * . * . * . * . * . * . * . * . *

P J 4 E T P J 5

Le dialogue chrétiens-marxistes, avec toutes les questions annexes, demeure le principal sujet des échanges avec nos lecteurs, même si l'un d'eux dit en être "saturé". Comme on le verra dans les pages qui suivent, cette discussion concerne en fait bien des aspects de la promotion de la justice. Note: dans les deux textes, nous adoptons les abréviations 'M' pour "Marxisme" ou "Marxiste(s)", 'C' pour "Christianisme" ou "Chrétien(s)".

(1) PJ 4: PRESUPPOSES CHRETIENS-MARXISTES

La première série d'observations nous est venue d'ITALIE, mais de quelqu'un qui a travaillé pendant des années au PANAMA. Ces observations essaient de définir d'une manière plus claire les différents niveaux auxquels un dialogue peut s'établir, si l'on veut éviter toute confusion.

(a) Confusion

Ma première réaction est une réaction de saturation et de stupéfaction. Quand j'entends les arguments concernant la compatibilité entre C et M dans la pratique et dans l'analyse, je me sens pleinement d'accord. Mais je suis aussi d'accord avec ceux qui affirment qu'il y a incompatibilité au plan de la foi et rejettent l'analyse M parce qu'elle conduit nécessairement à une idéologie inacceptable. Pourquoi cette contradiction? Je crois qu'elle provient d'une confusion épistémologique profonde. Nous en avons deux exemples:

- la récente Lettre pastorale des évêques de Colombie et la "réponse" faite par divers groupes de "chrétiens engagés";
- les deux documents des évêques de France sur le M (juillet 1977) et une "réponse" signée par 192 prêtres-ouvriers de 31 diocèses.

(b) Une distinction doit être faite entre trois niveaux différents:

- M tel qu'il existe de fait dans des régimes communistes (URSS, Cuba. . .) = un système politique collectiviste basé sur (?) une théorie M.
- M comme mouvement historique = une option de classe précise, un refus du capitalisme existant; analyse et révolution (cf. PJ 4, p. 82).
- M comme conception du monde = un système ayant son anthropologie, sa morale, ses solutions et une position propre - quoique pas très claire - face à la religion.

De la même manière:

- C tel qu'il existe de fait dans des pays C ou quasi-C (Europe, Amérique. . .) = un système politique 'libéral' ou 'néo-libéral', légitimé par la religion donnant naissance à la civilisation C occidentale.
- C comme mouvement historique = amour des pauvres (parfois trop spiritualisé), justification d'un capitalisme 'socialisé', une analyse basée sur la foi et sur une conception C de la révolution personnelle et sociale.
- C comme conception du monde = un système ayant son anthropologie, sa morale, ses solutions et une position - quoique pas très claire - sur l'identité C dans le monde.

(c) Cinq présupposés qui ont besoin d'être clarifiés

- (i) "La foi et la fidélité au Christ sont incompatibles avec un système influencé par M ou basé sur M".
 - En théorie, ceci est exact, - bien qu'on puisse en débattre (cf le jeune Marx, etc).
 - En pratique, il y a beaucoup de C-M à la fois dans les pays communistes et dans les pays non-communistes.
- (ii) "Accepter l'analyse M est aussi accepter son idéologie et sa conception du monde, parties inséparables du système".
 - Vrai, si l'on donne à l'analyse une valeur absolue; mais cela ne l'est plus si elle se limite à des facteurs qu'elle peut légitimement examiner (v. g. les bases idéologiques de certaines conduites sociales, politiques et religieuses).
 - La conduite de ceux qui y ont eu recours et qui, loin de perdre la foi, ont approfondi celle-ci est sans doute la meilleure réponse.

- (iii) "La mesure de la foi et de la fidélité au Christ est le respect visible et l'influence dont jouit l'Eglise dans une société".
- Nous devons sans cesse nous rappeler que le Christ a opté pour les déshérités: les pauvres, les opprimés, les marginaux.
- (iv) "Utiliser l'analyse M conduit à perdre la foi ou, au mieux, en raison de la lutte des classes, à se séparer de l'Eglise".
- Nous devons appliquer ici les mêmes critères que pour (ii). Mais il est faux de juger de la question en opposant, comme on le fait parfois, des principes C abstraits à un amour effectif des pauvres. Si un authentique amour des pauvres conduit à une option pour un socialisme M plutôt qu'au C, il est important de comprendre pourquoi et d'examiner les deux possibilités.
- (v) "C'est nous C qui construisons une société meilleure et plus humaine; aussi faut-il admettre certains compromis nous permettant d'obtenir les conditions et les privilèges qui favorisent l'annonce de l'Evangile".
- Position dangereuse: elle conduit souvent à une défense inconsciente des maux propres au capitalisme, même quand on admet l'existence de ces maux. Et, comme l'ont signalé Lénine et les évêques d'Amérique Latine, il n'y a pas de moyen plus sûr d'écarter les classes laborieuses de l'Eglise.
- (d) Suggestions en vue d'une solution: on peut les trouver dans le même PJ 4
- (i) La question posée p. 76: "Une vision de foi doit-elle rester distincte d'une interprétation 'scientifique' d'une situation?".
- (ii) La distinction entre milieu et structure (pp. 83-84) peut être très utile ici, comme aussi la distinction 'groupe politique' et 'groupe religieux'.
- (iii) 'Le défi marxiste' et ses 3 vérités a), b) et c) (p. 89).
- (iv) Pp. 92-93 et l'accent que met tout l'article sur la nécessité qu'il y a pour chacun de "maintenir sa spécificité et son autonomie" et sur les valeurs authentiques d'une religion populaire.
- (v) Il faut prendre grand soin de ne pas idéologiser la foi. C'est un danger constant: il suffit, par exemple, de regarder les relations C-M à la lumière des récents événements politiques en Italie ou ailleurs.

Un autre ensemble de réactions à PJ 4 nous est arrivé sous la forme d'une longue lettre d'un ancien missionnaire de CHINE qui travaille depuis des années à TAIWAN. Cette lettre traite de trois points que nous résumons ici brièvement.

(a) A propos du capitalisme

Quelle est la meilleure manière de travailler pour la justice sociale et pour la libération de l'homme? Est-ce de combattre toutes les formes de capitalisme en édifiant un communisme dans une pauvreté incapable de développer les ressources de l'univers, ou est-ce de travailler à éliminer certaines formes de capitalisme mais en conservant toutes ses forces et en suivant ainsi le sens de l'histoire? Il se peut que nous rejoignons la vision de Marx contre Marx, ou du moins contre l'interprétation de Marx donnée par certains de ses plus grands disciples (v. g. Lénine).

Notre correspondant illustre son point de vue en comparant deux îles toutes deux contrôlées par des étrangers il y a trente ans, toutes deux très pauvres: Cuba et Taiwan.

- Cuba a choisi le communisme et a réalisé l'égalité dans la pauvreté. Sur ce sujet, faits et informations sont faciles à contrôler. Taiwan a choisi le capitalisme et a réalisé une certaine inégalité dans l'abondance. Les faits sont là: l'extrême pauvreté n'existe pas; les gens sont en bonne santé, bien nourris, bien habillés; une scolarité obligatoire de neuf ans atteignant 99,5% des enfants; le plein emploi, aucun étranger ne possède la terre; l'une des croissances industrielles les plus rapides du monde, etc.
- Un tel développement est dû à l'aide des Etats-Unis. Cela est vrai en partie; mais l'URSS aide encore davantage Cuba, qui exporte sa révolution et envoie des mercenaires en Afrique. Taiwan envoie des missions d'assistance technique à divers pays d'Afrique et a réussi à développer un système qui non seulement croît très rapidement, mais qui réduit aussi de plus en plus le fossé entre riches et pauvres.

(b) A propos du socialisme

Réflexions sur PJ 4, p. 82.

- "Choix en faveur des opprimés" - Le communiste ne fait pas un choix en faveur des pauvres et des opprimés, mais en faveur du communisme; les communistes liquideront tous les pauvres et opprimeront quiconque ne s'adapte pas au système.

- "Rejet du capitalisme" - Le rejet de toutes les formes de capitalisme ne signifierait-il pas une perpétuation de la pauvreté? Les communistes réalisent une certaine égalité, mais une égalité dans la pauvreté. Ils savent partager le gâteau; mais ils ne savent pas le faire.
- "Pour un certain socialisme" - Seules de très riches nations peuvent se permettre le luxe d'une socialisation à grande échelle. Peut-être est-ce la dernière étape du capitalisme: de nouveau, Marx contre Marx. Les nations pauvres ne peuvent pas se développer sous un régime socialiste qui sera rejeté par le peuple, si on lui laisse la parole.
- "Je préférerais que l'on oublie les vieux clichés 'capitalisme', 'marxisme', 'socialisme'. Ces mots sont lourds de tout un poids d'histoire, de sentiments et de ressentiments. Ils polarisent les gens, et cette polarisation ferme les portes à la créativité. Un pur capitalisme n'existe pas et il est peu probable qu'un pur marxisme ou un pur socialisme pourrait se développer dans l'avenir. Pourquoi s'attacher à des clichés? Ce qui est en jeu, ce n'est pas un système, mais des êtres vivants. C'est pour eux qu'il nous faut tout faire afin de développer une production qui élimine l'indigence et de réaliser une répartition équitable qui élimine l'injustice. Notre choix n'est pas pour ou contre des idéologies et des systèmes; notre choix est pour les hommes.

(c) L'amour des pauvres

Les communistes agissent-ils par amour pour les pauvres? Non pas tel ou tel communiste, mais les communistes en tant que tels. Après six années passées en Chine continentale, je n'ai aucun ressentiment personnel contre les communistes. Je me suis souvent demandé quelle force entraînant se cachait derrière leur ferveur et leur violence. Je puis en retenir trois éléments:

- Le fanatisme: ils étaient fanatisés par une idéologie utopique qui fait du communisme l'opium du peuple.
- La haine: haine de quiconque, pauvre ou riche, qui ne pense pas comme eux.
- Le pouvoir: visant à tout mettre sous leur contrôle en écartant quoi que ce soit ou qui que ce soit qui se trouve sur leur route.

Ces trois éléments sont-ils compatibles avec l'amour des pauvres et une option en faveur des opprimés? J'ai été obligé de conclure que le communiste en tant que tel n'agit pas et ne peut pas agir

par amour pour les pauvres. Pour eux, la personne humaine ne compte pas. La ligne de partage n'est pas entre pauvres et riches, mais entre communistes et non-communistes.

(2) PJ 5: ENTRE LA THEORIE ET LA PRATIQUE

PJ 5 semble avoir rencontré un grand succès et de nombreux exemplaires nous ont été demandés, même si tout le monde n'est pas d'accord avec son contenu. Il a été cité dans le bulletin de plusieurs Provinces et des extraits ont été publiés dans des revues comme SIC (VENEZUELA). Voici quelques-unes des réflexions qu'il a suscitées:

- "Je voulais vous écrire tout de suite et vous féliciter d'avoir présenté des questions qui demandent une discussion plus franche et plus réaliste dans la Compagnie et dans l'Eglise en général. Monseigneur Claver et ceux qui travaillent avec lui au Bukidnon sont des exemples types de la manière dont beaucoup de chrétiens sont pris dans un dilemme entre les totalitarismes de droite et de gauche; et il me semble que leurs efforts pour arriver à trouver ce qu'exige une réponse chrétienne peuvent constituer une base de réflexion.
- Au plan pratique comme au plan théorique - pour ceux qui se trouvent dans une situation semblable dans le monde entier. J'espère que l'on poursuivra désormais cette discussion avec assez de vigueur pour rattraper le temps perdu en tardant à clarifier la question. D'un côté, par suite de ce manque de clarification, la tentation a été grande pour certains catholiques d'essayer de collaborer d'une manière naïve avec les marxistes: en fait, on s'est servi d'eux, puis ils ont été écartés quand ils n'ont plus été utiles aux marxistes... D'un autre côté, une naïve aile droite de l'Eglise n'a jamais été capable d'imaginer une solution non-marxiste aux injustices croissantes et, en conséquence, a répugné à favoriser même les changements qu'exige le fait d'être chrétien. Le résultat de tout ceci a été que, d'un côté comme de l'autre, on a rejeté la faute sur l'autre, attitude indigne de chrétiens et qui ne permet pas d'avoir prise sur les nombreux et graves problèmes d'injustice dans le monde: chacun pense qu'il a fait tout son devoir une fois que, d'un côté, il a jeté le blâme sur les 'impérialistes', les 'multi-nationales', les 'néo-colonialistes', etc., et que de l'autre côté il a rejeté la faute de tout sur les 'communistes' (une catégorie très vague et très large, en vérité!)" (COREE).
- "Ces réflexions sereines et objectives sur les rapports entre le marxisme et l'Eglise montrent combien la tâche à laquelle est affronté Mgr Claver est délicate. Il est courageux et sans équivoque - et c'est là un réconfort pour ses frères jésuites" (COTE D'IVOIRE).

- "Combien j'ai trouvé intéressant le dernier numéro de PJ! Je l'ai montré à plusieurs collègues qui m'ont dit n'avoir jamais vu la différence entre ces deux théories exprimées en termes aussi simples et aussi précis" (SUISSE).

Deux réactions beaucoup plus longues nous sont arrivées d'Amérique Latine: nous les résumons ici. Comme nous ne pouvons pas les reproduire en entier, nous en avons envoyé un exemplaire à Mgr CLAVER aux PHILIPPINES, espérant engager ainsi un dialogue. La première réaction vient du VENEZUELA et comporte trois points.

(a) Le moindre mal

J'ai trouvé excellents les deux articles de Mgr Claver. Je suis d'accord avec les questions qu'il pose à la fin du premier elles expriment les doutes de nous tous qui, sans aucune naïveté et avec un profond esprit de foi, sommes confrontés aux options qu'il décrit. Mais je voudrais ajouter une autre question. Actuellement, il semble que le choix est à faire non pas entre deux biens, mais entre deux maux. La morale traditionnelle nous dit que nous devons choisir le moindre mal, celui qui causera le moins de souffrances pour le plus grand nombre de gens. Dans l'Eglise, nous cherchons souvent le choix le plus parfait, mais il n'y en a aucun ici. Concrètement, entre l'Etat de Sécurité Nationale que nous avons et l'autre option possible avec le peuple et pour le peuple, me semble-t-il, nous devons choisir la seconde tout en restant très préoccupés par ses déficiences.

(b) La conception de Dieu et de l'Eglise

J'ai moins aimé l'article du P. Corrigan, que j'aurais plutôt intitulé "l'Eglise et le marxisme". Il dit (p. 116): "Vaincre l'aliénation et parvenir à l'accomplissement plénier de l'homme ne se réaliseront pas dans le travail, dans une solidarité militante, dans une existence de dialogue, mais dans la joie et dans l'assurance qui naissent de la certitude que l'homme est aimé de Dieu et que les échecs de sa vie, ses frustrations, son désespoir et la mort sont guéris et vaincus par la croix et par la résurrection du Christ". J'écrirais plutôt: "Vaincre l'aliénation et parvenir à l'accomplissement plénier de l'homme, don de Dieu, se réaliseront dans la joie et dans l'assurance qui naissent de la certitude que l'homme est aimé de Dieu; cela se réalisera concrètement par le travail, par une solidarité militante, par une existence de dialogue - autres dons de Dieu - et gages de ce que les échecs de la vie, ses frustrations, son désespoir et la mort sont guéris et vaincus par la croix et la résurrection du Christ". Est-ce couper les cheveux en quatre? Je ne le pense pas car cela

signifie une conception différente de Dieu et de l'Eglise.

(c) Changer maintenant

On trouve p. 127 un bon exemple de cette différence de conceptions: "Ce changement envisagé par l'Eglise est une croissance évolutive et organique". Que dit-on à une mère dont l'enfant meurt de faim ou sous la torture? Qu'elle doit attendre patiemment que les choses changent? Il est vrai que cela a été le langage de l'Eglise; mais la question est de savoir si elle a parlé ainsi conduite par sa foi ou à partir d'une théologie déterminée, d'une expérience passée déterminée que pourraient contredire une autre théologie, une autre expérience... Il est historiquement reconnu que l'Eglise s'est trompée dans sa théologie de l'esclavage; je ne pense pas qu'elle veuille refaire la même erreur à propos des pauvres. Je ne regarderais pas cela comme une "Bonne Nouvelle" pour ceux qui souffrent. Si telle doit être la norme pour toutes les périodes de l'histoire, je ne suis pas étonné que l'Eglise ait été regardée comme sans rapports avec la réalité ou même comme persécutant ceux qui, de bonne foi, cherchent un changement pour les pauvres. Aussi affirmer que le marxisme (avec toutes les erreurs qu'il comporte) ne peut être converti doit être assimilé à ceux qui disent que l'opresseur ne peut être converti. Je pense que le pouvoir de l'Evangile est assez grand pour pouvoir convertir aussi les marxistes. Mais peut-être un tel salut ne peut-il être obtenu sans une incarnation, c'est-à-dire de l'intérieur, grâce à une foi qui vient de l'extérieur.

La seconde réaction est un vibrant et énergique 'cri des pauvres' qui nous vient de COLOMBIE. C'est à nouveau une critique de la position d'ensemble de l'article du P. Corrigan, particulièrement de sa conclusion (p. 130). Malheureusement, par manque de place, nous ne pouvons en donner ici qu'un aperçu rapide sous quatre têtes de chapitre.

a) Une analyse superficielle

Le monde et le marxisme ont changé, sont devenus complexes et diversifiés. Il est par trop simpliste de dire que le marxisme est "une idéologie et une interprétation complète de la réalité" (p. 130). Une pensée dialectique n'est pas une pensée close, mais ouverte et auto-critique. Il est aussi par trop simpliste d'identifier le marxisme avec tel parti politique ou tel régime et de le condamner en raison des erreurs et des excès de ceux-ci, - surtout quand dans le même temps on trouve des raisons et des excuses pour les erreurs et les excès des régimes capitalistes.

b) Une action et non des mots

Nous ne pouvons pas comparer le marxisme et l'Eglise comme s'il s'agissait de deux états ou de deux organisations. Le marxisme n'est pas une Eglise et l'Eglise n'est pas un Etat ou une société déterminée. Notre rôle est d'être des prophètes dans n'importe quel type de société. Nous ne pouvons pas nous enfermer dans des spéculations abstraites concernant le salut, la nature humaine, la liberté. Ce n'est pas cela qui change la société. Nous sommes appelés à agir pour changer des structure d'oppression. Si nous nous tenons à l'écart de cette action ou la condamnons, nous n'avons alors aucunement le droit de critiquer ceux qui oeuvrent pour un changement.

c) Les maux du capitalisme

Pourquoi n'appliquons-nous pas la sévère critique que nous faisons du marxisme aux maux d'une société capitaliste qui est aussi matérialiste et oppressive? Si l'Eglise était vraiment celle des pauvres et des opprimés, serait-elle si bienveillante à l'égard du capitalisme libéral? Nous sommes dans une position contradictoire. D'un côté, nous disons que nous ne pouvons pas collaborer avec un système athée qui est contre la liberté et contre l'homme, contre l'Eglise et contre la religion, ou qui ne s'en sert que dans la mesure où cela lui convient. D'un autre côté, nous collaborons avec un autre système athée, nous profitons de son pouvoir et de ses privilèges, nous soutenons - tacitement ou ouvertement - les idéologies qui le justifient. C'est pourtant bien ce système qui est responsable de la violence et des crises des prétendues démocraties européennes, responsable aussi des dictatures d'Amérique Latine et d'Afrique, responsable encore d'un ordre économique international où seules comptent la force et la puissance, où s'accroît continuellement le nombre des pauvres et des opprimés. Tout en le critiquant parfois, l'Eglise est liée à un tel système et est soutenue par lui. Et lorsque certains attaquent les maux du capitalisme, pourquoi sont-ils accusés d'être subversifs, marxistes? Est-ce parce que l'Eglise n'est pas une Eglise pauvre, une Eglise des pauvres, mais une Eglise se riche et puissante, une Eglise des riches et des puissants?

d) Ne faire qu'un avec les pauvres

Si nous voulons vraiment vivre l'Evangile, partager les souffrances, les angoisses et les espérances des hommes de notre temps, nous devons être aux côtes de ceux-ci, avec les opprimés, les sans-pouvoir, les hommes rejetés par la société, ceux qui ont faim et soif de justice. Pendant des siècles nous avons travaillé avec les riches, prétendant former des consciences chrétiennes, parlant de charité chrétienne et de justice dans nos écoles catholiques. Et pourtant les riches deviennent de plus en plus riches et les pauvres de plus en

plus pauvres. Si nous devenons pauvres nous-mêmes, nous pourrons alors nous dresser face aux riches; mais nous ne le pourrons pas si nous restons riches, car nos paroles n'auront aucune crédibilité. Abandonnons nos positions de sécurité, de force, de possessions à la fois matérielles et spirituelles; et ouvrons-nous à un vrai dialogue, ayant en commun une vie consacrée à l'Evangile et l'amour de l'Evangile.

. * . * . * . * . * . * . * . * . * .

ARTICLE

LA PROMOTION DE LA JUSTICE APRES LA 32 e

CONGREGATION GENERALE

Cet article fait partie de notre démarche d'évaluation de notre travail. Il essaie de donner une vue d'ensemble des tendances et des orientations propres à ce domaine depuis la dernière Congrégation Générale. Une grande partie de son contenu semblera très familier à nos lecteurs puisqu'il s'agira de thèmes qui ont déjà été fréquemment traités dans nos pages. Il semble bon, pourtant, de tenter de les rassembler en une espèce de synthèse. Pour échapper à toute accusation de garder l'anonymat, l'Editeur de ce bulletin reconnaît volontiers qu'il est responsable de cette tentative. Il accueillerait volontiers réactions et critiques. Le tableau est-il exact? Les tendances signalées sont-elles dans la ligne de la 32ème Congrégation Générale? Est-ce le chemin sur lequel la Compagnie doit s'engager?

INTRODUCTION

"La promotion de la justice ne constitue pas pour nous un champ apostolique parmi d'autres, celui de l'apostolat social; elle doit être un souci de toute notre vie et constituer une dimension de toutes nos tâches apostoliques" (D. 4, n. 47).

Cette directive de la 32ème Congrégation Générale souligne - en même temps qu'elle en est à l'origine - quel est le changement sans doute le plus important survenu dans l'engagement social de la Compagnie depuis la Congrégation Générale. Il y a certes dans la Compagnie des groupes qui rejettent ce Décret 4 ou le regardent comme une déviation par rapport à l'esprit de

l'Institut. Il y a aussi certains désaccords sur la signification de la justice et, en conséquence, sur ce qu'implique le fait de la promouvoir. Mais, d'une manière générale, on réalise de plus en plus qu'une telle promotion ne peut plus être regardée comme une chose dont ne seraient responsables que quelques jésuites ou comme un domaine très déterminé d'activité. Cela a eu, en retour, un effet notable sur ce que font les jésuites en tous les champs d'apostolat, dans les études, dans la formation et même dans la spiritualité. Il en est résulté que la promotion de la justice ne peut pas être identifiée aujourd'hui à un secteur précis qui correspondrait à ce que l'on appelait auparavant "l'apostolat social".

Pour la même raison il est également difficile de déterminer l'étendue et les limites de ce rapport. Cependant, pour ne pas allonger celui-ci, nous ne tenterons pas de faire un tableau d'ensemble de tout ce qui se fait dans la Compagnie pour promouvoir la justice. Les initiatives prises ou le travail social en cours dans le vaste champ de l'apostolat de l'éducation et dans tout ce qui concerne la formation religieuse, l'ascétisme et la spiritualité, feront assurément l'objet d'une étude par ailleurs.

Dans ce rapport, il semble plus pratique et plus utile d'indiquer quelles sont les principales tendances et orientations nouvelles qui caractérisent l'engagement social de la Compagnie après la 32ème Congrégation Générale, en donnant autant que possible des exemples concrets chaque fois. Nous prenons huit têtes de chapitre. Nous ne tenterons ici aucune évaluation. Tout ce que nous dirons ne s'applique pas également à toute la Compagnie. Mais chacun des points traités semble lié aux autres; pris ensemble, ils constituent une nouvelle orientation de l'apostolat social de la Compagnie depuis la 32ème Congrégation Générale et, partiellement, grâce à elle.

(1) DEPLACEMENTS HORS DES INSTITUTIONS

Il semble que, parmi les jésuites travaillant dans le secteur social, un déplacement notable s'opère, passant des institutions spécialisées à des formes d'apostolat moins structurées et plus directes. Cela est particulièrement vrai en Amérique Latine où la Compagnie avait fait un effort extrêmement soutenu et coordonné pour établir tout un réseau d'Instituts Sociaux (CIAS). Dans les années 60 nombre de ceux-ci étaient des organisations florissantes, avec une grande variété d'activités et employant parfois un nombre important de jésuites et de laïcs spécialement formés. En 1976 se tenait à Lima une rencontre de Directeurs des CIAS où 12 Provinces d'Amérique Latine étaient représentées. On reconnut que, à l'exception de trois cas, les CIAS ou bien avaient cessé leur travail, ou bien l'avaient réduit à sa plus simple expression, ou bien avaient entrepris toutes sortes de travaux qui n'étaient pas directement sociaux. Pourtant, dans le même temps, dans une Province comme celle du Mexique on estimait à plus de 20% le nombre de ceux qui étaient engagés dans une "Acción Popular" s'occupant directement des principaux problèmes sociaux

des masses. Et l'on trouve dans ce secteur quelques-uns des éléments les plus jeunes de la Province et qui donnent peut-être le plus d'espérances. Bien qu'elle ne soit pas universelle, une tendance semblable peut être discernée en d'autres endroits de la Compagnie: un déclin dans le nombre des membres ou dans l'importance des Instituts Sociaux a été accompagné par une augmentation des jésuites faisant un travail social direct.

La raison peut en être partiellement une "crise des institutions" d'ordre général et évident en bien d'autres sphères. Il y a aussi des raisons d'ordre local, variant avec les lieux et ne dépendant pas toujours de la Compagnie (ce fut le cas pour la fermeture d'un CIAS). C'est ainsi que l'on reconnaît généralement que le développement socio-économique doit être intégré dans un processus plus vaste; ce processus ne dépend pas d'éléments extérieurs ou venant d'en haut, mais doit partir de l'intérieur et être avant tout guidé par ceux qui doivent en être les principaux bénéficiaires. D'où un plus grand accent mis sur le travail à la base et sur des programmes de conscientisation. Une recherche scientifique, l'élaboration de modèles et même de programmes concrets d'action socio-économique ne paraissent avoir de valeur que dans la mesure où elles s'enracinent dans les besoins de base des gens eux-mêmes et cherchent à promouvoir leur pleine participation responsable.

Tout ceci a été clairement reconnu lors de la rencontre de Lime dont il a déjà été parlé. Quand on a essayé de définir ce que devrait être un CIAS aujourd'hui, l'une des cinq caractéristiques suivantes a été retenue: "Un groupe en étroit contact avec les groupes travaillant à la base. C'est par ce contact que peut mûrir notre engagement social, c'est de lui que notre action et notre étude tirent inspiration et créativité". Certains Instituts Sociaux ont pris conscience de ce défi et adaptent en conséquence leur travail et leurs méthodes; d'autres qui ne l'ont pas fait n'attirent guère l'intérêt ou le soutien d'une jeune génération de jésuites se préoccupant d'apostolat social.

Plusieurs CIAS se sont engagés dans le travail direct de la constitution d'une communauté et d'organisations au niveau de la base, et souvent dans des régions rurales défavorisées. Il y a de nombreux exemples de ce type d'apostolat à la fois social et pastoral; un tel apostolat constitue pour de nombreuses Provinces une option nouvelle importante. Cela est particulièrement vrai pour les jésuites de Mindanao aux Philippines, pour certains groupes de Saint-Domingue, pour de nombreux groupes de l'Inde dans les Provinces de Gujurat, de Ranchi, de Calcutta, de Bombay, etc., pour l'"équipe missionnaire" d'Argentine, etc.

(2) SOLIDARITE AVEC LES PAUVRES

En lien étroit avec ce qui vient d'être dit on réalise de plus en plus qu'une authentique promotion de la justice exige une option délibérée pour les pauvres et pour les opprimés. On reconnaît aussi qu'une telle option en conduira beaucoup à partager la vie des pauvres et à expérimenter eux-mêmes quelque chose des difficultés et de l'oppression qui forment leur sort. Cependant, la

solidarité avec les pauvres et une insertion au milieu d'eux fait l'objet d'un rapport distinct. Cela n'est mentionné ici que dans la mesure où cela concerne directement la promotion de la justice elle-même.

La rencontre de Lima dont il a été parlé plus haut déclare qu'une véritable option pour les pauvres est une autre caractéristique essentielle de tout institut social aujourd'hui. Les membres de celui-ci doivent "avoir une position claire et un engagement vrai dans le domaine social, dans la ligne du Décret 4; c'est-à-dire une option claire pour les pauvres. Ce n'est pas parce qu'un jésuite a eu une formation en sciences sociales qu'il est automatiquement qualifié pour être membre d'un CIAS". En plus de certains engagements radicaux dans le style de vie, cette option devient de plus en plus visible dans la Compagnie entière de différentes manières. Dans certains pays d'Europe un bon nombre de jésuites sont prêtres-ouvriers: cet apostolat se poursuit en France, commence en Italie, se modifie en Espagne. En Europe encore, un intérêt va croissant - partagé et soutenu par les Provinciaux d'Europe - pour les problèmes concernant les travailleurs migrants et pour les structures qui sont à la base de la question. Aux Etats-Unis un nouvel accent est mis sur les quartiers pauvres et sur l'organisation de communautés parmi les minorités défavorisées. Et en beaucoup de pays du Tiers-Monde des jésuites travaillent parmi les minorités souvent victimes de la discrimination aussi bien que de la pauvreté.

(3) CHANGEMENTS DES STRUCTURES

Reconnaissant que nous vivons "dans un monde où l'on reconnaît maintenant la force des structures sociales, économiques et politiques, où l'on découvre aussi leurs mécanismes et leurs lois", le Décret 4 signale aux jésuites qu'un apostolat social "ne peut se passer d'une action compétente sur ces structures" (n. 31). Etudier et dénoncer les structures injustes au plan socio-économique et au plan politique ont toujours été l'une des principales tâches de notre action sociale et de nos centres de recherches; un nouvel élan leur a été donné depuis la fin de la 32ème Congrégation Générale. Celle-ci semble aussi avoir eu un effet grandissant sur le type même de travail social entrepris par les jésuites et sur la manière de s'y consacrer. On recourt à des formes diverses d'analyse des structures pour essayer de porter un diagnostic scientifique sur les problèmes et pour trouver des remèdes efficaces.

Au plan international cela s'est manifesté par une préoccupation croissante pour ce qui concerne le dialogue Nord/Sud et l'appel à un Nouvel Ordre Economique International. Le "Center of Concern" de Washington, par exemple, a eu une grande influence pour un éveil des consciences à la nécessité de réformes radicales et à la responsabilité des nations les plus riches qui doivent en prendre la tête. L'"Action Populaire", en France, et le Centre de Munich, en Allemagne, ont aussi beaucoup fait dans ce sens. Un problème semblable en Amérique Latine et dans d'autres régions du Tiers-Monde concerne les effets désastreux au plan social et au plan économique d'un capi-

talisme périphérique et dépendant. Aux plans nationaux et locaux, les tentatives faites en vue d'influer sur les structures visent davantage les causes des maux sociaux que leurs effets. Les Supérieurs Majeurs de l'Inde, par exemple, ont recommandé que "chaque Province évalue ses oeuvres de développement pour voir si elles visent à écarter les causes d'injustice plutôt qu'à soulager les victimes de l'injustice et si elles rendent personnes et communautés capables de devenir les architectes de leur destin plutôt que d'être les objets de notre charité".

(4) LES DROITS DE L'HOMME

Beaucoup de jésuites se trouvent dans des pays où il n'est pas possible aujourd'hui de parler de réformes de structures, encore moins d'y travailler. En de telles circonstances, l'apostolat social peut avoir à se contenter d'un travail plus limité: travailler à transformer un milieu ou un environnement particulier, en espérant que ceux que l'on atteint ainsi pourront un jour être à même de travailler à des changements de structures plus vastes. Il est des situations où même cela fait problème et où seul un modeste travail de soulagement des misères est tout ce qui est toléré.

Mais, - peut-être en raison de telles restrictions -, il semble que les jésuites travaillant dans le domaine social s'intéressent de plus en plus à la défense des droits essentiels de l'homme. Nous en trouvons un bon exemple, au niveau théorique, dans le programme de travail mis en chantier par le Centre Théologique de Woodstock à Washington, en collaboration avec le "Center of Concern" et divers groupes de jésuites d'Amérique Latine; ce programme porte sur Les Droits de l'Homme: Besoin et Pouvoir dans un Monde Interdépendent. Il ne s'agit pas seulement ici de pauvreté socio-économique, mais aussi de la discrimination politique, culturelle et religieuse que rencontrent des groupes minoritaires et des groupes ethniques ou tribaux. Au plan de la pratique, beaucoup de jésuites sont actifs dans cette sphère, particulièrement dans ce qu'on appelait des "pays de mission"; ils cherchent à mettre sur pied tout un ensemble de services allant de forums où s'expriment librement opinions et idées jusqu'à une formation juridique et à la défense des droits. Une grande partie de ce travail consiste à aider les gens à s'organiser de manière à pouvoir mieux réclamer les droits qui sont les leurs.

(5) ENGAGEMENT POLITIQUE

Nombre des activités décrites ci-dessus ont des implications politiques directes. Cela est inévitable puisque, comme l'a reconnu la 32ème Congrégation Générale, "une volonté réaliste de promotion de la justice ne vas pas sans certains engagements sur le plan social et collectif" (D. 4, n. 80). Les cas sont rares de jésuites ayant une fonction politique officielle ou employés à des postes de caractère politique. Mais il en est beaucoup qui, de par la nature même de leur engagement social, sont en contact plus ou moins étroit avec les partis politiques, les syndicats, les organisations agricoles et

d'autres groupes de types très variés, tel que le mouvement des Chrétiens pour le Socialisme. Leur position est parfois difficile, exigeant d'eux des décisions peu faciles à prendre et un discernement prudent se conforment aux critères donnés par le Décret 4, nn. 78-80. Depuis la 32ème Congrégation Générale, deux pays (l'Espagne et les Philippines) ont jugé nécessaire de publier des normes et des directives plus détaillées au sujet de l'engagement politique.

Une question particulière en ce domaine est celle des relations qui peuvent ou doivent exister entre jésuites et marxistes ou groupes et partis communistes. De nombreux jésuites vivent sous des régimes communistes. Ici ou là certains ont librement opté pour des modèles socialistes de société; d'autres utilisent des méthodes marxistes d'analyse sociale ou de praxis; quelques-uns se déclarent "socialistes" ou même "marxistes". Dans quel sens et dans quelle mesure pouvons-nous, en tant que jésuites, faire de telles options? Beaucoup de choses ont été dites et écrites sur ce sujet; la question a même été débattue en bonne et due forme pendant trois jours à la Curie par le Père Général, ses Assistants et ses Conseillers. La contribution des jésuites en ce domaine se présente sous la forme de publications scientifiques, de préparation de documents et de déclarations des Conférences des évêques, d'essais de discernement aussi à partir de la base (tel celui de Mgr Claver aux Philippines). Ce problème restera probablement un sujet de préoccupation pour quiconque est engagé dans un apostolat social sérieux; il souligne la nécessité de poursuivre la réflexion et le discernement en profondeur sur ce que signifie promouvoir la justice dans le contexte de la foi.

(6) CONFRONTATION

En diverses parties du monde, de récents événements ont très clairement montré que "nous ne travaillerons pas à la promotion de la justice sans qu'il nous en coûte" (D. 4 n. 46). L'apparition en Amérique Latine et dans certaines parties de l'Afrique et de l'Asie de ce que l'on appelle l'Etat de Sécurité Nationale signifie que de nombreuses formes d'apostolat social mentionnées plus haut seront regardées comme subversives par les hommes en place: elles interpellent en effet directement tous ceux qui ont intérêt à ce que soit maintenu un statu quo injuste. Un nombre croissant de jésuites en vient à regarder cela comme inévitable, car - comme l'a dit l'un d'entre eux - "une Eglise qui n'est pas persécutée dans une situation d'injustice participe elle-même à cette injustice". Dans des cas extrêmes, c'est la persécution elle-même qui sera le signe et la mesure de l'authenticité de notre apostolat.

Dans des pays sous domination communiste, l'Eglise et la Compagnie ont déjà essayé de survivre et de travailler depuis des années dans des situations d'oppression et même de persécution ouverte. Mais le problème se trouve considérablement aggravé quand la persécution vient - comme cela est de plus en plus fréquent - non pas de régimes athées ou communistes ouvertement hostiles à l'Eglise, mais de régimes prétendument catholiques affirmant qu'ils agissent en accord avec les principes de l'Evangile. Ceci place des jé-

suites face à un dilemme très épineux; la seule réponse possible est peut-être celle qu'ont donnée nos frères du Salvador: "Les besoins urgents de la grande majorité des peuples d'Amérique Centrale exigent que nous insistions sur la priorité à donner à la justice, hic et nunc, dans un amour chrétien. Si ceci nous apporte la persécution, la puissance du Seigneur crucifié et l'espérance indispensable pour faire face à cette persécution dans la paix et dans l'amour ne nous feront pas défaut".

(7) COOPERATION

Depuis la fin de la 32e CG, la Compagnie elle-même a vu notablement se développer la coopération et la collaboration dans le secteur social. Beaucoup de Provinces ont maintenant des hommes à plein-temps comme coordinateurs sociaux et des commissions pour les ministères sociaux. Quelques-unes de ces commissions publient des nouvelles ou des bulletins consacrés aux questions sociales. Au niveau inter-provincial, il existe divers groupements régionaux de coordinateurs ou de conseillers en matières sociales, avec des rencontres régulières et, le plus souvent, des publications. Bien que nombre de ces groupes régionaux aient existé bien avant la 32e CG, l'accent mis par celle-ci sur les dimensions internationales de notre apostolat (v. g. D. 4, n. 81) leur donne une nouvelle pertinence. Le JESEDES (Inde) regroupe les coordinateurs pour l'action sociale de chaque Province ou Vice-Province de l'Assistance, cependant que le SELA fait la même chose pour les délégués aux questions sociales de l'Assistance d'Asie de l'Est. Aux Etats-Unis, il y a dans chaque Province un responsable du secteur social; les activités de tous ces responsables sont coordonnées par un National Office of Social Ministries, à Washington. En Amérique Latine, deux coordinateurs régionaux itinérants (un pour chaque Assistance) ont remplacé l'ancien CLACIAS. En Europe, le Groupe Européen des Jésuites en Sciences Sociales réunit tous les deux ans environ cinquante jésuites travaillant en ce domaine.

Au niveau de l'ensemble de la Compagnie, un effort a été fait au cours des deux dernières années pour établir un réseau de centres ou "pôles" de réflexion en vue de promouvoir une discussion en profondeur sur un certain nombre de problèmes mentionnés plus haut. On espère en particulier poursuivre le débat, commencé lors de la Congrégation Générale elle-même, sur la mission de la Compagnie aujourd'hui: la promotion de la justice, exigence absolue de son service de la foi. Avec de très grandes différences selon les lieux, les centres ou "pôles" sont déjà opérationnels ou en cours de formation aux Etats-Unis, en Amérique Latine, en Espagne, en Allemagne, en Inde et aux Philippines. Mais ce débat n'est pas réservé à ces seuls centres. Une nouvelle publication a été lancée l'an dernier par le Secrétariat Social de la Curie, Promotio Justitiae; elle vise à promouvoir des contacts plus étroits et des échanges de vues et d'expériences entre tous les jésuites se consacrant à l'apostolat social. Ce bulletin est publié en trois langues cinq fois par an et envoyé gratuitement à tout jésuite ou groupe de jésuites désirant le recevoir. Il a jusqu'ici provoqué des réactions très favorables.

(8) RECHERCHES

Pour terminer, il nous faut mentionner l'importance considérable des recherches et des écrits menés à bien par des jésuites dans le domaine social à travers le monde. Comme l'a souligné la 32e CG, en effet, la nécessité d'une action engagée ne dispense pas et ne peut pas dispenser de la nécessité de l'étude et de la recherche. Si notre action veut atteindre ses objectifs, elle doit être fondée sur "l'analyse la plus rigoureuse possible de la situation du point de vue social et politique... Tout ceci requiert des études profondes et spécialisées" (D. 4, n. 44).

Depuis la fin de la 32e CG, de nombreuses Provinces et Assistances ont établi des commissions de travail ou organisé des rencontres étudiant les problèmes sociaux les concernant particulièrement. C'est ainsi qu'au Portugal les jésuites se sont rencontrés pour discuter de la signification de la pauvreté dans le contexte des événements récents de leur pays; en Inde, les jésuites ont lancé une grande enquête sur le problème de l'inculturation en mettant un accent spécial sur les aspects sociaux de celle-ci; en Afrique, des jésuites ont tenu une assemblée très soigneusement préparée pour faire le point sur leur travail face aux énormes problèmes sociaux et culturels de l'Afrique; en Allemagne, des jésuites ont mis en oeuvre une étude des bases théologiques du Décret 4 et se sont rencontrés pour discuter de ce que signifiait la promotion de la justice dans "une société industrialisée et séculière".

Au niveau universitaire, de nombreux jésuites font un travail de recherche sur les problèmes sociaux en utilisant les ressources des sciences sociales et politiques. D'autres travaillent à plein temps ou partiellement avec des organismes oecuméniques ou non-confessionnels s'occupant de problèmes d'intérêt public au plan national et au plan international. En plusieurs parties du monde, comme par exemple aux Etats-Unis, aux Philipinnes, en Allemagne, en Espagne et en Inde, des théologiens jésuites sont de plus en plus engagés dans l'étude des problèmes sociaux et économiques dans leur relation avec la foi. En Amérique Latine, certains des grands théoriciens de la "théologie de la libération" sont des jésuites.

Ces tendances se retrouvent dans les innombrables revues et périodiques spécialisés dans le domaine social qui sont dirigés par des jésuites, ainsi que dans le grand nombre de travaux importants que ceux-ci ont publié depuis la 32e CG. Ces travaux vont d'une analyse scientifique des théories économiques de Karl Marx à des méthodes en vue de promouvoir un développement intégral des paysans illetrés en Inde rurale. Il faut aussi noter que des publications de caractère général dirigées par des jésuites donnent beaucoup plus de place qu'autrefois aux questions purement sociales; deux exemples en sont la revue Christus au Mexique et la revue The Month en Angleterre. On étudie aussi beaucoup les dimensions sociales des Exercices Spirituels.

Il faut enfin noter que le Père Général lui-même a donné une grande importance aux problèmes sociaux dans plusieurs des discours ou adresses qu'il a récemment prononcés. Citons en particulier: deux discours au Symposium sur la faim, lors du 41e Congrès Eucharistique International (Philadelphie, 1976): "Foi et justice, un devoir des chrétiens d'Europe" (Francfort, 1976); "L'Eglise porte-t-elle encore l'espérance des hommes?" (Padoue, 1977); "Un nouveau service pour le monde d'aujourd'hui" (Montréal, 1977). On a aussi beaucoup remarqué ses interventions lors du 4ème Synode des évêques et sa participation à un enregistrement spécialement préparé sur l'"Attirance du marxisme".

CONCLUSION

Il faut de nouveau souligner que ce rapport a volontairement omis tout ce qui concerne les initiatives ou le travail social actuellement en cours dans le vaste domaine de notre apostolat de l'éducation et dans tout ce qui touche à la formation religieuse, à l'ascétisme et à la spiritualité. Il en sera certainement parlé ailleurs. Par ailleurs, en indiquant plus haut tendances et orientations, nous n'avons pas l'intention de porter un jugement de valeur à leur sujet. Nous n'avons voulu que dire où en est aujourd'hui la Compagnie dans ses efforts pour mettre en pratique dans le domaine social les directives de la dernière Congrégation Générale.

. * . * . * . * . * . * . * . * . * . * . * .

N O U V E L L E S

VISAGES NOUVEAUX, MEMES ESPERANCES

Depuis la publication de PJ 4, un bon nombre de changements se sont produits parmi les jésuites travaillant à plein-temps à l'apostolat social. Nous saluons ici plusieurs visages nouveaux, - bien que, peut-être, pas tellement nouveaux -, chargés de promouvoir les mêmes espérances qu'autrefois.

Nous saluons d'abord le P. Pete HENRIOT, nouveau Directeur du Centre of Concern de Washington. Nous disons en même temps adieu au P. Bill RYAN, son prédécesseur, qui a fondé le Centre il y a six ans et qui vient d'être nommé Provincial de la Province du Canada Supérieur. Le Rapport Annuel du Centre (cf. Centre Focus, novembre 1977) donne un rapide aperçu de la manière dont a été poursuivi, pendant sa cinquième année d'existence, le but

que ce Centre s'était fixé: "Analyse des problèmes concernant la justice sociale dans son ensemble, prise en charge de ces problèmes et formation au sens social". Vingt mille exemplaires de Detroit and Beyond: The Continuing Quest for Justice ont été vendus, des centaines de fonctionnaires et de responsables ont reçu les NIEO Memorandum series, des douzaines d'ateliers, de séminaires, de conférences et de consultations ont requis l'activité du Centre à travers tout le pays. Au cours de l'année, trois thèmes ont été spécialement étudiés: politique et économie d'un Nouvel Ordre Economique Internationale; la place de la femme dans l'Eglise et dans la société, question de justice; perspectives sur l'emploi dans le monde. Des projets fort ambitieux sont prévus pour 1978; mais nous sommes sûrs que Pete HENRIOT et son équipe seront à la hauteur de ceux-ci. Il est significatif que le rapport du Centre cite cette constatation de son nouveau directeur: "Le fait de vivre l'année dernière en Amérique Latine dans un bidonville n'a fait que confirmer ma conviction que des structures inhumaines, au plan national et international, maintiennent des hommes prisonniers de la pauvreté, de l'ignorance et de la maladie. Nous avons tous besoin d'être libérés de ces situations de péché social".

Nous saluons ensuite le P. Joseph SEGERS, nouveau directeur du CEPAS (Centre d'Etudes pour l'Action Sociale) à Kinshasa, ZAIRE. Il remplace le P. Henri DE DECKER qui a dirigé le CEPAS pendant plus de dix ans et qui vient d'être nommé Directeur du nouveau Secrétariat pour l'Assistance d'Afrique. Le numéro de décembre 1977 de CEPAS-Carrefour donne un bon aperçu des activités actuelles du Centre. Vient en tête la publication de Zaire-Afrique, la seule publication jésuite à l'heure actuelle dans le domaine social en Afrique. Le nombre des abonnés est passé de 1200 en 1965 à 3200 à la fin de 1976; chaque numéro est imprimé à 4.300 exemplaires. Les lecteurs se répartissent de la manière suivante: professeurs et étudiants, 30%; hommes d'affaires, 25%; prêtres et religieux, 19%; syndicalistes, 15%; autres 11%. Une autre activité importante du Centre est la branche du Zaire d'INADES-formation. En 1976 plus de 2.600 personnes se sont inscrites à son cours par correspondance de deux ans de formation rurale de base. La majorité des élèves, réparties dans tout le pays, travaillent en équipe sous la direction d'un responsable local. Au cours de la même année 1976, 701 personnes ont suivi les 21 sessions de formation, durant habituellement entre 3 et 4 jours et rassemblant les membres les plus dynamiques des communautés rurales. Parmi les autres activités du Centre, il faut signaler des séminaires, des cours sur le développement, des rencontres et des relations avec divers organismes nationaux et internationaux.

Nous saluons encore le P. Julio STRAGIER, nouveau Directeur du CIAS restructuré de Santiago du Chili. Ce CIAS rénové aura pour tâche de mettre en pratique le D. 4 de la 32e CG dans et par les divers apostolats de la Province. Il sera aussi au service des Evêques, des Conférences Episcopales (CELAM) et des Conférences des Religieux (CLAR). Le Directeur sera aidé dans sa tâche par un Conseil comprenant des représentants des principaux secteurs apostoliques et des principales oeuvres de la Province. Ce Conseil

est formé de huit membres; mais ce nombre peut augmenter. Le Directeur n'aura aucune juridiction sur les membres de son Conseil. Il sera directement responsable devant le Provincial et il aura essentiellement pour fonction d'élaborer des directives et des programmes en vue de l'étude et de l'action; il jouera aussi le rôle de promoteur, de coordinateur et de responsable de l'exécution des plans ou programmes décidés, aidé en cela par son Conseil.

Nous accueillons enfin le retour à une vie active du P. Anselm MIRANDA après une longue maladie. Il est le nouveau Secrétaire du JESEDES (Inde) remplaçant le P. André BRUYLANTS, nommé Vice-Provincial de la Formation pour toute l'Inde. Le P. Anselm est à Dindigul et a déjà publié deux numéros de Witnessing to Justice, bulletin bi-mensuel du JESEDES. Imprimé dans un nouveau format, ce bulletin se présente avec un titre particulièrement frappant et est rempli d'informations fort intéressantes. Le numéro du 1er février annonce que la rencontre annuelle du JESEDES aura lieu du 21 au 23 avril à Bangalore, à l'Indian Social Institute Training Centre. Elle aura pour thème l'éducation des masses. Nous espérons pouvoir donner un rapport complet sur cette rencontre dans un prochain numéro de PJ.

MEMES VISAGES : ESPERANCES NOUVELLES

Tel est le titre d'une lettre de Nouvel An adressée aux anciens étudiants par les Pères Stan LOURDUSAMY et Duarte BARRETO, de l'Indian Social Institute Training Centre de Bangalore. Ils essaient d'établir dans cette lettre quelle a été l'efficacité des cours qu'ils ont donnés, en fondant leur appréciation sur un ensemble de visites qu'ils ont faites à la fin de l'année dernière et au cours desquelles ils ont interviewé 129 anciens étudiants (75 hommes et 54 femmes) à travers tout le pays. Ils les ont classés selon leur degré d'engagement actuel. Voici ce qu'ils ont découvert:

- 1) Aucun engagement direct: il s'agit de gens qui avaient été envoyés à l'ISI en vue d'un engagement direct complet, mais qui, de retour chez eux, ont été chargés d'autres fonctions. 9 appartiennent à cette catégorie.
- 2) Engagés dans certains programmes: il s'agit de programmes socio-économiques d'une grande diversité. "Bien que leur attitude face aux programmes soit maintenant quelque peu différente après la formation qu'ils ont reçue, particulièrement pour tout ce qui touche à la participation du peuple à ces programmes, cependant, ces programmes tels que nous les connaissons sont très nettement limités." 32 appartiennent à cette catégorie.
- 3) Engagés dans l'éducation: c'est le groupe le plus important; il s'agit d'hommes et de femmes cherchant à rassembler les gens, les aidant à découvrir quels sont leurs besoins et à faire ce qu'il faut

pour y répondre en recourant aux ressources et aux formes culturelles du lieu. Une soixantaine appartiennent à cette catégorie.

- 4) Engagement politique immédiat: cet engagement est nécessaire pour une action vraiment efficace libérant les exploités de la griffe des propriétaires, des prêteurs à gage et des marchands. Mais tous ceux qui ont été formés par l'ISI ne sont pas à même de faire face aux difficultés qu'un tel engagement fera probablement naître, particulièrement s'ils appartiennent à un groupe religieux ou à un organisme de développement bien établi. Aussi il n'y en a que 19 à appartenir à cette catégorie.

En réfléchissant à ces résultats, plusieurs questions viennent à l'esprit:

- 1) Vaut-il la peine que l'ISI Training Centre continue d'exister s'il n'est pas capable de préparer hommes et femmes à un engagement politique?
- 2) S'il en est capable:
 - i. à qui devons-nous donner cette formation?
 - ii. quels changements devons-nous apporter au contenu, au travail, à la méthode, etc?
 - iii. quel genre de "suivi" devrions-nous avoir, une fois que nos étudiants ont quitté l'Institut?
- 3) Si l'ISI peut carrément choisir une option politique, quelles répercussions une telle option provoquerait-elle?

A l'occasion d'un séminaire qui a eu lieu peu après, on parvint à quelques conclusions provisoires. On a été d'accord pour que l'ISI opte pour un engagement au niveau politique et reconsidère en conséquence les modalités d'admission. "On devrait insister sur deux conditions essentielles pour être admis au cours: que le candidat ait eu une expérience de vie à l'intérieur d'une communauté déterminée, c'est-à-dire non seulement de travail pour le peuple, mais aussi de partage de la vie de notre peuple. Deuxièmement, qu'une fois achevée la formation, les élèves retournent à ces communautés d'où ils viennent pour y poursuivre un engagement à plein-temps. La direction de l'ISI a reconnu que, d'après son expérience, il était très difficile de passer d'un engagement dans un programme déterminé à une conscientisation et à un engagement politique". Des changements seraient aussi nécessaires dans le contenu du cours et dans les moyens employés pour le rendre plus efficace.

Que ces conclusions soient partout valables et applicables ou non, PJ aimerait demander combien d'autres Centres de formation sociale ont récemment essayé de faire le point sur leur travail en examinant ce que font leurs anciens élèves? Nous serons très heureux d'avoir des nouvelles à ce sujet et d'en publier l'essentiel.

LA SECURITE NATIONALE EN ACTION

Il y a un an que le P. Rutilio GRANDE était tué au Salvador et huit mois que tous les jésuites travaillant dans ce pays étaient menacés de mort par les 'Guerriers Blancs'. Bien que cette menace n'ait pas été mise à exécution, une lettre récente du Père Provincial, le P. César JEREZ, montre nettement que la persécution de l'Eglise se poursuit. Plusieurs prêtres des paroisses rurales ont été molestés, de nombreux responsables de communautés chrétiennes et des catéchistes ont été arrêtés, torturés et, dans certains cas, tués. Dans une déclaration récente faite au Congrès des Etats-Unis à la suite d'une visite officielle au Salvador, le P. Robert DRINAN, S. J. a notamment dit: "Au Salvador, nous avons vu un gouvernement impénitent dominé par des militaires, perpétuant un terrorisme et une persécution de la religion rarement, pour ne pas dire jamais, vus de mémoire d'homme, dans aucun pays de l'hémisphère occidental". Et il a clairement établi quelle était la raison de tout ceci: "La domination d'une classe dirigeante très restreinte qui accentue le désespoir des gens qui luttent pour supprimer une violence institutionnalisée les maintenant dans la pauvreté, l'oppression et l'impossibilité de se faire entendre".

Pour rendre les choses encore pires, le gouvernement a maintenant cherché à légitimer cet état de fait en édictant une nouvelle "loi pour la défense et la garantie de l'ordre public"; cette loi fait un délit d'attaquer ou de critiquer de quelque manière que ce soit "l'ordre social, l'organisation juridique et politique établie". Les pénalités vont d'un an à neuf ans d'emprisonnement, et la liste des délits entre dans les détails sans rien omettre. Par exemple: "ceux qui répandent oralement, par écrit ou de quelque autre manière à l'intérieur du pays, ou qui envoient à d'autres pays des nouvelles fausses ou faussées et toute information visant à troubler l'ordre établi et conforme à la loi, la paix et la sécurité du pays, le système économique ou monétaire ou la stabilité des fonds et des rentes de l'Etat; ceux qui permettent la publication de telles nouvelles et informations par les mass-media et les Salvadoriens qui, hors du pays, répandent des nouvelles ou des informations de même nature" (Art. 1, #15)... "seront punis d'un an à trois ans de prison" (Art. 4). Assez ironiquement, cette loi a été édictée pour assurer, dit le législateur, "une application totale de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme" dont nous célébrons cette année le trentième anniversaire. L'article 19 de cette même Déclaration précise: "Chacun a droit à la liberté d'opinion et d'expression; ce droit inclut la liberté d'avoir ses opinions personnelles sans aucune ingérence externe et celle de rechercher, de recevoir et de partager informations et idées en utilisant tout moyen de communication et sans tenir compte des frontières". Commentant la loi dans sa lettre pastorale du nouvel an, l'archevêque de San Salvador, Mgr. Romero, ainsi que deux autres évêques, souligne que cette loi conduira à une paralysie de l'ordre social puisque n'importe qui peut être accusé de la violer, même s'il essaie de servir loyalement son pays. Elle créera aussi un climat de peur et fera probablement croître la violence puisque, tout autre chemin étant fermé, la

violence paraîtra être le seul remède à l'injustice. Les évêques insistent alors sur le fait que, pour qu'une loi soit bonne, elle doit favoriser ceux qui risquent le plus d'être victimes de l'injustice. Ceci apparaît clairement dans l'Ancien Testament pour tout ce qui concerne les lois du peuple juif, mais aussi dans d'autres cultures et dans d'autres traditions. En conséquence "une loi ne devrait pas être au bénéfice d'une minorité, encore moins d'une minorité jouissant déjà de certains privilèges liés à sa situation économique, sociale et politique. Bien plutôt, la loi doit viser à aider la grande masse, dans notre cas précis les paysans et les travailleurs, en sorte qu'ils puissent avoir leur part au bien commun".

ANGLO - IRISH CONCERN

A la fin du mois de février, un congrès de deux jours a réuni à Londres 43 jésuites, dont trois Provinciaux, pour examiner un projet visant à établir un Centre ou une oeuvre devant "promouvoir la cause de la justice chez nous et à l'étranger. Ce Centre ou cette oeuvre viserait en particulier à encourager ceux qui sont les mieux placés à devenir des agents du changement aux niveaux local, national et international". Ce projet a été conçu comme une éventuelle entreprise conjointe de l'Angleterre et de l'Irlande ayant des liens avec l'Europe et l'Amérique. Le modèle retenu, à imiter ou à adapter, a été le Centre of Concern de Washington. Bien qu'ils aient été modifiés au cours de la réunion elle-même, les divers rôles envisagés pour un Centre de ce genre ont été énumérés comme suit dans l'ordre du jour du congrès:

- sensibiliser les jésuites et les autres à tout ce qui touche à la promotion de la justice;
- coordonner le travail des jésuites entre eux et les autres, établir des relations avec les organismes engagés dans un travail semblables;
- construire un pont entre la théologie et les sciences sociales, v. g. entre Heythrop et la London School of Economics;
- proposer les moyens de réorienter l'apostolat jésuite (en Grande-Bretagne) conformément au Décret 4 de la 32e CG;
- donner des directives pour une action à tous les niveaux de la société et promouvoir une législation aux deux niveaux, national et international.

Le congrès commença par essayer d'identifier les zones d'intérêt national et d'intérêt international. A partir de son expérience des quartiers ouvriers à Coventry et à Liverpool, le P. Robert DARWEN signala le chômage, le vandalisme et l'absence de tout pouvoir réel; il souligna que ces trois maux étaient étroitement liés. Au plan international, le Père CAMPBELL-JOHNSTON parla de l'apostolat social dans la Compagnie depuis la 32e CG. Citant la Politics of Altruism de Jørgen Lissner, il souligna le fait que "nombre de problèmes (mais non pas tous) des pays à faibles revenus sont causés et entretenus par les forces et les politiques des nations à revenus

élevés; et nombre d'aides (mais non pas toutes), de caractère gouvernemental ou privé, seront de peu d'utilité si, dans le même temps, on ne s'attaque pas à la racine de ces maux se trouvant au sein des pays à revenus élevés". Le Père Provincial d'Irlande, le P. Patrick DOYLE, expliqua que sa Province avait déjà ressenti le besoin de fonder un Centrum Sociale pour jouer plusieurs des rôles signalés plus haut; aussi accueillait-il volontiers l'occasion de collaborer étroitement avec la Province d'Angleterre dans une entreprise de caractère international conforme à la ligne proposée. Le P. George EARLE présenta différents modèles possibles de Centre et le P. Bill RYAN parla, en tant que "pré-Provincial" du Centre of Concern de Washington. Tout au long d'une excellente causerie, il attribua une grande partie de son succès à quelques-uns des facteurs suivants: un travail en équipe, avec des orientations et des activités décidées en commun, une équipe mixte travaillant étroitement avec les évêques et la Compagnie, mais jouissant d'une certaine autonomie, une insécurité financière et un style de vie pauvre, une compétence professionnelle restant subordonnée à une vision commune des choses et sachant recourir à d'autres spécialistes. Le P. Ray HELMICK définit alors quelques-unes des tâches auxquelles un Centre pourrait se consacrer, les regroupant en trois domaines: aider tous ceux qui le désirent par des programmes de formation, influencer les autres jésuites et les institutions jésuites, collaborer avec tous les autres organismes et groupes semblables. Lors de la séance plénière de clôture, la discussion fit nettement apparaître que le congrès dans son ensemble considérait comme un besoin urgent la création d'un Centre, sous une forme ou sous une autre. Il fut demandé que soit immédiatement créé un groupe de travail chargé d'étudier la manière et les moyens de créer ce Centre et de faire rapidement un rapport à ce sujet. Ces recommandations ont été acceptées.

CEDID / FOMAPY

Ces initiales désignent, en français et en malgache, le nouveau Centre d'Etude, de Documentation et d'Information sur le Développement qui vient d'achever sa première année d'existence à Tananarive (Madagascar). C'est essentiellement une association laïque née de la prise de conscience que l'Eglise devait faire une étude sérieuse des divers problèmes auxquels le pays doit faire face à la suite de la révolution de 1972 et de l'option qui a été prise en faveur du socialisme. Le Centre s'est fixé trois principales tâches:

- (1) Aggiornamento de l'Eglise: élaboration d'une pastorale répondant aux besoins du pays dans la ligne des décisions prises lors du Synode National de 1975.
- (2) Formation chrétienne: formation aux sciences sociales pour permettre aux chrétiens de mieux comprendre et analyser les problèmes locaux, pour leur permettre aussi de s'engager plus efficacement dans la lutte pour une société juste.
- (3) Formation de chefs: formation d'agents du changement et du dévelop-

pement en collaboration avec d'autres groupes et organisations d'action catholique.

Le Centre est dirigé par un Comité de onze membres fondateurs représentant un large éventail de la société; il jouit d'un statut légal indépendant. Les programmes de formation, séminaires, rencontres et tout l'ensemble du travail de ce Centre sont l'oeuvre de sous-comités qui ont tous les quinze jours des séances de travail portant sur les domaines suivants: Foi et culture; - la femme, l'enfant et la famille; - le travail et les problèmes sociaux; - santé et médecine; - économie; - affaires et gestion des affaires; - problèmes ruraux. Le Centre lance cette année une publication propre, Soritra Perspectives. Deux numéros sont prévus pour 1978 et l'on peut les recevoir en envoyant 58 Fr. Fr. à: Soritra Perspectives, 145 route circulaire, Antananarivo - Madagascar. L'un des promoteurs et le conseiller spirituel du Centre est le P. Sylvain URFER, s. j.

SILVEIRA HOUSE

Nous n'avons guère reçu de bonnes nouvelles de RHODESIE/ZIMBABWE ces jours-ci. Une exception cependant: le rapport annuel de 1977 de Silveira House, Centre dirigé par des jésuites pour la formation de cadres et le développement à Chishawasha, à quelques kilomètres de Salisbury. Il fait clairement apparaître que, en dépit des problèmes actuels et d'une situation équivalant à une guerre civile, le travail du Centre prend de plus en plus de signification et d'envergure. Il agit dans quatre grands domaines:

- (1) Séminaires de prise en charge de la vie civique. Il y a trois types de séminaires:
 - (i) Affaires nationales: il s'agit de discuter de la sorte de gouvernement et de société que demande un Zimbabwe noir. "Nos cours ont essayé d'être l'occasion d'un forum neutre permettant de discuter librement et d'examiner d'une manière critique de tels problèmes à la lumière des principes du christianisme". Les participants sont "des gens d'un rang élevé dans les partis nationalistes, des membres des professions libérales, des responsables d'Institutions de l'Eglise et des citoyens influents".
 - (ii) Séminaires pour les affaires locales: il s'agit d'encourager et de former des cadres locaux pour qu'ils soient engagés d'une manière responsable dans les affaires de leur communauté. Parmi les participants on trouve des Associations de Résidents, des Organismes locaux, des Conseils de Paroisses et des Clubs culturels.
 - (iii) Séminaires d'information pour les citoyens ordinaires: il s'agit d'initier les gens aux questions et aux problèmes d'ordre national dans d'autres pays noirs indépendants, en sorte que l'on puisse mieux planifier l'avenir du pays.

Au cours de l'année, les 21 séminaires ont été fréquentés par 676 participants. Ceux-ci venaient des quatre parties principales africains et parmi les 46 conférenciers invités un bon nombre de ceux-ci sont des leaders africains (par exemple Mgr Muzorewa, M. J. Chinamono et le Rev. Ndabaningi Sithole). Par ailleurs, cinq cours spéciaux ont été aussi donnés pour des hommes d'affaires.

(2) Formation de responsables syndicalistes

Le travail pour les syndicats a un double but:

- Rendre les travailleurs conscients de la situation actuelle:
- Apprendre à des leaders à apprendre aux autres à se débrouiller eux-mêmes et à travailler pour une vraie justice.

Pour atteindre ces buts, on a essayé de choisir pour ces cours de formation des participants en qui on avait espoir, de planifier des cours efficaces pour ceux-ci, de visiter ensuite les participants pour le suivi des sessions. Nous donnons deux genres de cours:

- Cours ordinaires pour les hommes de la base n'ayant aucun poste officiel dans leurs syndicats.
- Cours de responsables: pour les chefs syndicalistes, les délégués syndicaux, les responsables et organisateurs de succursales.

Au cours de l'année 1977, un ensemble de quatorze cours ont été suivis par 583 participants venant des quatre confédérations syndicales d'Afrique.

(3) Promotion et formation de la Jeunesse

On estime que 250.000 jeunes ne fréquentent pas l'école, soit qu'ils n'y aient jamais été, soit qu'ils aient dû l'abandonner de bonne heure. La guerre a fermé quelque 400 écoles recevant 80.000 jeunes; environ 17.000 reçoivent en dehors du pays une formation militaire. "Notre programme pour les jeunes essaie avant tout de prendre ces jeunes et de leur donner quelque espérance. Nous ne pouvons pas faire davantage; leur nombre est énorme et nos ressources sont limitées... Mais nous pouvons faire quelque chose; travaillant avec l'Organisation Catholique Diocésaine de la Jeunesse, Silveira House propose un grand nombre d'activités aux plans éducatif, économique, social et religieux. Il le fait grâce à un réseau de promoteurs et d'organisateur qui travaillent dans quelque 250 filiales à travers le pays. De plus, on organise des congrès locaux et nationaux et une certaine formation est centralisée et donnée à Silveira House. L'an dernier 19 cours ont été donnés à plus de huit cents étudiants.

(4) Développement agricole

Les activités agricoles du pays ont été gravement affectées par la

guerre; mais Silveira House a vu se développer considérablement son programme agricole. Nous sommes en relation avec 150 groupes de fermiers dans des territoires du Tribal Trust, les aidant à passer d'une vie agricole de subsistance à une vie agricole de bénéfice, leur donnant ainsi la possibilité de faire vivre leur famille chez eux et leur évitant d'aller échouer dans des bidonvilles. La formation va de l'usage des engrais et des insecticides aux techniques de la culture, de la récolte et de la vente des produits. L'an dernier, 9 cours, fort variés, donnés à Silveira House, ont été suivis par 226 étudiants.

En additionnant tout cela, on découvre que près de 3.000 Africains sont passés par Silveira House en 1977 pour y recevoir une forme ou l'autre de formation. La direction comprend trois jésuites (John DOVE, Directeur, David HAROLD-BARRY et Fidelis MUKONORI), trois religieuses et seize laïques hommes et femmes. Quel est le résultat de tout cela? Le témoignage de George Mudukuti, Secrétaire Général du Mouvement du Peuple (pro-Mugabe) est caractéristique parmi beaucoup d'autres: "Il est indubitable que Silveira House est et a été le seul Centre de Rhodésie nous apportant la lumière... Nous reconnaissons sincèrement combien nous avons apprécié un tel service. Il est certain que 1978 ouvrira un nouveau chapitre pour tous dans notre organisation. Nous attendons avec impatience qu'un plus grand nombre d'occasions soient offertes à de nombreux Zimbabwéens qui sont terriblement affamés d'éducation".

IBRADES PREND LA ROUTE

L'IBRADES (Institut Brésilien pour le Développement Economique et Social) est devenu itinérant, comme d'ailleurs quelques autres Centres de formation sociale. Au lieu d'organiser sur place des cours de quatre mois pour un nombre relativement restreint de participants dans son quartier général de Rio de Janeiro, l'équipe de cet Institut se rend maintenant là où on la demande et donne des cours restreints (de trois jours à une semaine) à des groupes divers. Outre qu'elle permet d'atteindre un public plus large, cette méthode a l'avantage de rendre possible des cours plus adaptés aux besoins de groupes déterminés et à leurs problèmes.

Pendant l'année 1977, l'équipe de l'IBRADES a voyagé à travers le Brésil et donné 27 cours à un ensemble de 999 participants. Ceux-ci comprenaient 346 hommes (5 évêques, 204 prêtres et religieux, 137 laïcs) et 653 femmes (511 religieuses, 143 laïques). Les groupes allaient d'étudiants et de professeurs de théologie à des responsables de pastorale et à des Supérieurs religieux. L'éventail des sujets était également très vaste, mais certains d'entre eux se retrouvaient constamment: ce qu'exige un ordre politique chrétien, le capitalisme dépendant, marginalité et participation, réforme agraire, etc...

LES DROITS DE L'HOMME

Le 10 décembre prochain sera le trentième anniversaire de la signature de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme. Sans aucun doute, de nombreux jésuites en diverses parties du monde seront, d'une manière ou de l'autre, directement concernés par cet événement. PJ accueillerait volontiers toute information sur toutes les activités envisagées à cette occasion et reste ouvert à toute suggestion sur ce que les jésuites pourraient faire. Nous avons déjà eu connaissance de deux initiatives. L'Irish School of Ecumenics de Dublin (Directeur: Michael HURLEY, s. j.) organise, du 30 novembre au 4 décembre 4 jours d'échanges qui viendront conclure un programme de recherche intitulé: Comprendre les Droits de l'Homme: étude interdisciplinaire et oecuménique. Le discours d'ouverture sera prononcé par Mgr. Lamont, évêque d'Umtali (Rhodésie); M. Séan MacBride, prix Nobel de la paix et lauréat du prix Lénine de la Paix, donnera le discours d'orientation; le Dr. Philip Potter, Secrétaire Général du Conseil Mondial des Eglises donnera le discours de clôture. Les échanges porteront sur cinq grandes questions: 'Que sont les Droits de l'Homme?', 'Engagement religieux et Droits de l'Homme', 'Une théologie chrétienne des Droits de l'Homme', 'Institutions et Droits de l'Homme', 'Le rôle de la Loi'.

A Bruxelles, PRO MUNDI VITA (Secrétaire Général: Jan KERKHOFS, s. j.) organise un colloque de trois jours, du 4 au 7 septembre, sur les Droits de l'Homme: Devoirs de l'Eglise, Occasions pour l'Eglise. Les échanges seront centrés sur cinq questions:

- a) L'Eglise et les droits de l'homme, droits primaires et droits secondaires; la hiérarchie des droits; les priorités concrètes.
- b) L'Eglise, le Bien commun, les droits de la conscience individuelle et les limites de ces droits dans le domaine social (y compris les limites de la tolérance à l'intérieur d'un 'système' social donné et les limites des 'systèmes'.)
- c) L'Eglise et l'attitude face aux 'déviations' (non-conformistes, etc...)
- d) Vers une théologie des droits de l'homme (relations entre personnes et structures).
- e) Les lois de l'Eglise et les droits de l'homme (y compris au sein de l'Eglise).

Parmi ceux qui présenteront ces différents thèmes, se trouveront le Père Peter HENRIOT, s. j. (Directeur du Centre of Concern de Washington), le Ministre du Culte Prof. Dr. Hans MAIER (Président du Comité central des catholiques allemands) et le Prof. Aristides CALVANI (Caracas, Venezuela).

PRETRES OUVRIERS EN ITALIE

Au mois d'octobre dernier, 24 jésuites italiens se sont retrouvés à Frascati avec le P. Jean LACAN, de Paris, et avec trois novices, pour examiner le travail accompli par les prêtres-ouvriers jésuites en Italie. Le

premier jour a été consacré à examiner le cadre national, en mettant l'accent sur les problèmes économiques et syndicaux, sur la crise politique et sur la participation des travailleurs. Le second jour, les participants ont tourné leurs regards vers l'Eglise et la Compagnie et se sont demandés quelle place devait avoir leur apostolat dans l'une et dans l'autre. Les conclusions de ces discussions ont été récemment regroupées dans un rapport intitulé: Les prêtres-ouvriers jésuites et le plan pastoral de la Compagnie en Italie. En particulier, le document souligne le fait que cet apostolat n'est pas seulement tout à fait dans la ligne de la 32e CG, mais doit aussi apporter une contribution significative à la Compagnie et à l'Eglise dans son ensemble. Un tel apostolat ne doit pas être regardé comme marginal par rapport au travail de la Compagnie, mais bien plutôt comme un moyen important de renouveler celui-ci en d'autres secteurs. Le document s'achève par un plaidoyer ne demandant pas tant notre insertion dans la classe ouvrière qu'une pleine insertion de celle-ci dans la mentalité et dans les structures de l'Eglise. En plus de ce document (signalé plus bas parmi les Publications sous le n. 13), il faut encore mentionner un rapport polycopié de 55 pages intitulé La Cultura Operaia (La culture ouvrière) qui reprend la matière d'une rencontre de prêtres-ouvriers jésuites à Messine en juin 1976.

. * . * . * . * . * . * . * . * . * .

PUBLICATIONS

BESOINS ESSENTIELS

En plus du rapport présenté au Congrès Mondial de l'Emploi (cf. PJ 3, p. 69, n. 2), on doit encore utiliser les quatre publications suivantes concernant une étude 'des besoins de essentiels' face au développement. On peut les obtenir en écrivant à: OIT Publications, CH-1211, Genève 22, Suisse.

- (1) Meeting basic needs: Strategies for eradicating mass poverty and unemployment (1977). Donne les conclusions du Congrès Mondial de l'Emploi et constitue donc un complément au rapport mentionné plus haut.
- (2) The basic needs approach to development: Some issues regarding concepts and methodology, D. P. GHAI et autres (1977). Renferme cinq essais dûs à quatre experts de l'OIT, membres du Département de l'Emploi et du Développement, section de la politique de l'emploi en milieu rural.

- (3) A basic needs strategy for Africa: Report of the Director General, (1977). Rapport lu par Francis Blanchard au Cinquième Congrès Africain Regional d'Abidjan, septembre-octobre 1977. Intéressante application de cette approche aux différents problèmes et aux différentes parties de l'Afrique.
- (4) ILO World Survey on Basic Needs: Questionnaire, (1977). Un polycopié de 20 pages montrant comment on peut rassembler une information sur les besoins essentiels. Peut être un utile instrument de travail pour certains organismes, bien qu'il soit primitivement fait pour les gouvernements.

AUTRES PUBLICATIONS

- (5) In the Philippines today: Christian Faith, Ideologies... Marxism, FRANCISCO F. CLAVER, DD et autres (P.O. Box 4082, Manila, Philippines: 1977). Ce numéro de Loyola Papers (n. 10) contient les trois articles sur Bukidnon publiés dans PJ. 5 et quatre autres dûs à Vincent CULLEN (aussi sur Bukidnon), Antonio LAMBINO (sur les options face aux chrétiens des Philippines), Benjamin McCLOSKEY (sur l'Eglise et l'Etat, repris de la revue The Month), C.G. AREVALO, (réflexions théologiques sur les articles précédents). On y trouve aussi le texte de l'interview du Père ARRUPE sur L'attraction du Marxisme.
- (6) Towards "Doing Theology" in the Philippine Context, Antonio B. LAMBINO et autres (comme ci-dessus). Numéro précédent de Loyola Papers (n. 9) qui contient quatre articles dûs à Antonio LAMBINO, Edmundo MARTINEZ, Carlos ABESAMIS et C.G. AREVALO. Tous traitent des problèmes politiques et sociaux des Philippines et de leurs rapports avec la théologie. Un plan et des questions accompagnent chaque article. Excellent exemple de théologie 'appliquée'.
- (7) III Conferencia General del Episcopado Latinoamericano: Documento de Consulta, CELAM (Apartado 51086, Bogota, Colombie: 1978). Document préparatoire de la rencontre des évêques d'Amérique Latine prévue pour octobre 1978. Les trois sections principales traitent de la réalité socio-économique de l'Amérique Latine, des questions doctrinales et du travail pastoral. Prix: US 3.00.
- (8) Fe y Justicia (Estudio Eclesiasticos, Vol. 52, No. 203, octobre-décembre 1977, Pablo Aranda-3, Madrid 6, Espagne). Numéro spécial entièrement consacré aux relations entre la justice et la foi; articles de J. ALONSO, J.I. GONZALEZ FAUX, V. CODINA, J.M. CASTILLO et J. VIVES. Comporte aussi une bibliographie. Prix 170 ptas.

- (9) La foi chrétienne à l'épreuve du marxisme, DENIS MAUGENEST (Ed. du Centurion, Paris, 1978). Contient les deux textes récents des Evêques français sur le Marxisme, avec une introduction, des notes et des commentaires. La seconde partie est faite de sept articles regroupés sous le titre de Questions ouvertes par Pierre PIERRARD, Henri CHAMBRE, Pierre JADOT, Pierre VALLIN, Guy PETIT-DEMANGE, Henri MADELIN et Jacques SOMMET. En annexe, une note d'Yves de MONTCHEUIL sur le communisme, et l'intervention du P. ARRUPE sur Marxisme et Catéchèse lors du Synode des Evêques 1977.
- (10) Poverty and landlessness in Rural Asia, (OIT, Genève, 1978). Ceci constitue la première étude d'importance publiée par la section s'occupant des problèmes agricoles du plan mondial de l'emploi de l'OIT. Après une introduction traitant des méthodes et de l'analyse, onze rapports étudient les problèmes ruraux dans différentes parties de l'Asie. Une troisième partie est spécialement consacrée à l'expérience chinoise.
- (11) Dialogue with Asia's Rural Man, Antonio et Angelita LEDESMA (CENDHARRA, 2067 Pedro Gil, Sta. Ana, Manila, Philippines: 1977). Rapport des groupes de travail sur le développement rural intégral du CENDHARRA qui se sont réunis en 1976 en Corée et en Indonésie. Le matériel réuni est divisé en quatre grands thèmes: Concepts, Créativité, Structures, Totalité.
- (12) JECAM 1976: Jesuit Response to the Challenge of Mission in Africa and Madagascar today, (Jesuit Missions Inc., Washington DC, 1976). Rapport des travaux de la Conférence Jésuite sur l'Afrique et Madagascar (JECAM), réunie en octobre 1976 près de Kinshasa, au Zaïre. On y trouve une bonne statistique de la présence et du travail des jésuites en Afrique, le texte des trois principales communications et les rapports des discussions de chaque groupe. Le CEPAS du Zaïre a aussi publié un texte français de tout l'ensemble.
- (13) Gesuiti Operai, (Supplément de Notizie dei Gesuiti d'Italia, Via degli Astalli 16, 00186 Roma, Italie: mars 1976). Compte rendu de 80 pages des prêtres-ouvriers jésuites en Italie qui décrit leur travail à Parme, à Pomigliano d'Arco et à Marina di Melilli.
- (14) A Planet to Heal, Pedro ARRUPE (Centre Ignatien de Spiritualité, Borgo S. Spirito 5, Rome: 1975). Dix-neuf discours et lettres du Père Général de 1966 à 1975.

- (15) Fe y Justicia, Ignacio ELLACURIA (Christus, Apartado M. 2181, Mexico 1, D. F., Mexique: août et octobre 1977). Cet article important, publié dans deux numéros de Christus, développe une présentation primitivement proposée au premier Congrès des Jésuites éducateurs d'Amérique Latine, à Lima en 1976.
- (16) Guardians of the Dynasty, Richard MILLET (Orbis Books, Maryknoll, N. Y. 10545; 1977). Ce livre est une histoire documentée de la Guardia Nacional du Nicaragua et montre comment les Etats-Unis, en entraînant et en finançant celle-ci, ont de fait participé au maintien au pouvoir de la famille Somoza, soutenant ainsi l'une des dictatures les plus brutales d'Amérique Latine. La préface est dûe au P. Miguel d'Escoto M. M., Directeur des éditions Orbis Books.
- (17) Guatemala: unnatural disaster, Roger PLANT (Latin American Bureau, PO Box 134, Londres NW1 4JY; 1978). Ensemble de documents sur les violations des droits de l'homme et analyse des structures d'une inégalité flagrante d'un petit pays où l'on estime que, au cours des dix dernières années, 20.000 assassinats politiques ont été commis. L'un des premiers rapports du Latin American Bureau, par un auteur qui a vécu et travaillé au Guatemala après le tremblement de terre de 1976.
- (18) Cristianismo y Marxismo, (SIC, n. 402, Apartado 40.225, Caracas 104, Venezuela: février 1978). Numéro spécialement consacré au débat christianisme-marxisme, avec cinq articles et deux documents.
- (19) Amnesty international Report 1977 (Amnesty International Publications, 10 Southampton St., Londres WC2E 7HF, Angleterre; 1977). Rapport complet du travail d'Amnesty International pendant l'année 1977, après une introduction générale décrivant les diverses campagnes et les divers programmes d'action, un rapport - pays par pays - sur les prisonniers et les droits de l'homme dans 116 nations.
- (20) The Encounter of the Church with Movements of Social Change in various Cultural Contexts (with special reference to Marxism), Department of Studies, Lutheran World Federation, 150, route de Ferney, CH-1211, Genève 20, Suisse). Contient des conférences données en Suisse à l'occasion de deux séminaires en 1975 et en 1976, avec des études très utiles sur des situations concrètes en différents pays.
- (21) From Rhodesia to Zimbabwe: Alternatives to Poverty, Roger RIDDELL (CIIR, 1, Cambridge Terrace, Londres NW1 4JL, Angleterre: 1977). La première d'une série d'études parrainées par le Catholic Institute for International Relations en vue de stimuler la discussion sur certains problèmes auxquels devra faire face le gouvernement du Zimbabwe libéré.

"Il est indispensable que notre Congrégation prenne vraiment conscience de ce que la justice de l'Évangile doit être prêchée par la croix et de la croix. Si nous avons sérieusement la volonté de travailler pour la justice en allant même jusqu'à ses dernières conséquences (et le radicalisme évangélique d'Ignace l'exige de nous), la croix apparaîtra immédiatement, fréquemment accompagnée d'une souffrance amère. Car bien que fidèles à notre charisme sacerdotal et religieux et travaillant avec prudence, nous verrons se dresser contre nous ceux qui par ailleurs sont parfois regardés comme des très bons chrétiens et sont souvent nos bienfaiteurs ou nos amis ou même nos parents, ceux qui nous accusent de marxisme et de subversion, qui éventuellement cessent d'être nos amis et nous retirent en conséquence leur appui et leur aide financière. . .

Notre Congrégation Générale est-elle prête à prendre cette responsabilité et à la porter jusqu'à ses dernières conséquences? Est-elle prête à prendre le rude chemin de la croix, qui signifiera certainement pour nous un manque de compréhension de la part de l'autorité civile et ecclésiastique et de la part de nos meilleurs amis? La Congrégation Générale se trouve-t-elle prête à offrir un témoignage authentique dans sa vie, dans ses oeuvres et dans sa manière d'agir? Est-elle prête à témoigner non pas simplement par le moyen d'un décret ou d'une déclaration qui exprime par des mots la manière de penser de toute la Congrégation ou d'une grande partie de celle-ci, mais en mettant ce témoignage en pratique par le moyen de décisions concrètes devant inévitablement changer notre manière de vivre et de travailler, notre champ d'activité, le niveau social de ceux avec qui nous traitons, et jusqu'à notre image même et l'estime sociale dont nous sommes l'objet? "

(Père Général, le 20 décembre 1974, au cours de la Congrégation Générale).

. * . * . * . * . * . * . * . * . * . * . * . * . * . * . * . * . * . * .